

DES VICTIMES INVISIBLES PROTÉGEZ LES MIGRANTS AU MEXIQUE

AMNESTY INTERNATIONAL

Document public

AMR 41/036/2011

AILRC-FR

Juillet 2011

À l'attention du ministre de l'Intérieur

Monsieur le Ministre,

Des milliers de migrants sans papiers, hommes, femmes et enfants, transitant par le Mexique sont victimes de passages à tabac, d'enlèvements, de viols, et même de meurtres. Ces crimes sont majoritairement commis par des bandes criminelles, mais certaines graves atteintes aux droits humains sont également perpétrées par des agents de l'État. Les investigations menées sur ces violences ne donnent quasiment jamais lieu à des poursuites en justice contre les responsables présumés, et les migrants continuent donc d'être exposés à des agressions.

Je salue l'engagement à améliorer la protection des migrants au Mexique que vous avez pris à la suite du massacre de 72 migrants en août 2010 dans l'État du Tamaulipas, mais je déplore que cette promesse ne se soit pas traduite par des mesures concrètes.

Je vous exhorte à faire clairement savoir que les atteintes aux droits humains infligées aux migrants en situation irrégulière ne seront pas tolérées au Mexique en veillant à la mise en œuvre d'un plan d'action pour la protection des migrants en transit et en donnant des informations sur les progrès réalisés en ce sens. Dans un premier temps, je vous prie instamment de veiller à ce que des enquêtes dignes de ce nom soient menées sur ces atteintes aux droits humains et à ce que des poursuites en justice soient effectivement engagées contre les responsables présumés de ces actes, et de faire en sorte que des données nationales sur ces atteintes soient rassemblées et publiées.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Nom :

Adresse :

Adresse électronique :

Lic. José Francisco Blake Mora
Secretario de Gobernación
Secretaría de Gobernación
Bucareli 99, 1er. piso
Col. Juárez, Del. Cuauhtémoc
Mexico D.F.
C.P. 06600 Mexique



Un migrant d'Amérique centrale attend le train qui le conduira vers le nord, près d'un des refuges pour migrants administrés par l'Église catholique. Tierra Blanca, État de Veracruz, Mexique (juin 2009).

© Amnesty International (Photo : Ricardo Ramírez Arriola)